

PRÉFET D'ILE DE FRANCE

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France

Nanterre, le 14 décembre 2016

Unité départementale des Hauts-de-Seine

INSTALLATIONS CLASSEES

Affaire suivie par :-

Référence : bordereau du 7 décembre 2016

S3IC : 65-19325

Affaire : DDAE-V2

Dossier préfecture : 2015/0595

Objet :

Dossier de demande d'autorisation d'exploiter

Pétitionnaire :

VAILOG HOLDING FRANCE

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

PROJET	
Raison sociale du pétitionnaire	VAILOG HOLDING FRANCE
Adresse du pétitionnaire	20, rue Brunel – 75017 PARIS
Adresse de l'installation projetée	21-23, route Principale du Port – 92230 GENNEVILLIERS
Activité projetée	Entrepôt
Régime	A
Nombre de salariés	300

RÉFÉRENCES DE LA DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER	
Date du dépôt de dossier	10 mars 2016
Date des demandes de compléments	9 juin et 4 novembre 2016
Date de réception des compléments	5 juillet, puis les 6 et 12 décembre 2016

1 OBJET DU RAPPORT

VAILOG a déposé le 10 mars 2016 un dossier de demande d'autorisation d'exploiter, complété les 5 juillet, 6 décembre et 12 décembre 2016.

Ce rapport analyse le caractère complet et régulier du dossier conformément aux dispositions des articles R.512-3 à R.512-9 du code de l'environnement.

2 CARACTÈRE COMPLET OU NON DU DOSSIER

Le dossier de demande d'autorisation d'exploitation comporte l'ensemble des documents exigés par les dispositions des articles R.512-3 à R.512-9 du code de l'environnement.

Notamment, conformément à la demande de l'inspection au titre de l'article R.512-7 du code de l'environnement à l'issue de l'instruction du premier dossier déposé en mai 2015, le dossier comporte une analyse critique de l'étude de dangers et de l'étude spécifique d'ingénierie incendie de l'entrepôt.

À noter que, conformément à l'article R.512-6 du code de l'environnement, l'exploite demande une dérogation relative à l'échelle du plan de masse réduite au 1/500^e. Le plan fourni présente l'ensemble des informations nécessaires à la compréhension de l'installation, en particulier, il permet de visualiser le périmètre de 35 m autour de l'installation ainsi que les affectations périphériques. La dérogation peut être acceptée.

3 CARACTÈRE RÉGULIER OU NON DU DOSSIER

3.1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

3.1.1. Présentation

La société VAILOG est spécialisée dans le développement de plate-formes logistiques et l'investissement immobilier logistique. Dans le cadre du projet de développement de la zone sud-est du Port de Gennevilliers, VAILOG HOLDING FRANCE présente un projet de construction d'un entrepôt logistique à étages retenu par le Port de Paris.

Le bâtiment sera loué à des professionnels de la logistique. La société VAILOG HOLDING FRANCE restera toutefois le titulaire de l'autorisation.

Le projet VAILOG HOLDING FRANCE comprend un bâtiment principal unique qui sera construit sur 2 niveaux : niveau 0 et niveau 1. Il comportera au total 10 cellules de stockage de 5900 m² environ (5 cellules sur chacun des deux niveaux).

L'entrepôt sera conçu pour accueillir des activités de logistique, comprenant la réception de produits, leur stockage, la préparation des commandes et leur expédition.

L'ensemble des cellules accueillera des marchandises manufacturées et des produits de grande consommation constituant des matières combustibles de natures diverses (bois, papier, cartons, matières plastiques notamment). Les cellules en pignon pourront également être dédiées au stockage à température contrôlée positive de denrées alimentaires diverses, selon la demande des locataires (cellules réfrigérées). Les matières combustibles seront stockées en racks ou en masse dans chacune des cellules.

Le bâtiment emploiera jusqu'à 300 personnes, y compris les intérimaires, qui travailleront uniquement de jour ou de manière postée (en 2x8 et/ou 3x8) du lundi au samedi. Cependant, selon l'activité future, il n'est pas à exclure occasionnellement une activité les dimanches et les jours fériés. Les employés du site travailleront au sein de l'entrepôt, à l'exception de 15 % du personnel employés au service administratif. Le pétitionnaire évalue à 75 le nombre de visiteurs présents sur site dans le cadre de travaux occasionnels (sous-traitants) ou de réunions commerciales.

3.1.2. Implantation

Le projet est localisé au 21-23, route principale du Port à Gennevilliers, au sud-est du Port de Gennevilliers, sur un terrain occupé par un parking asphalté vacant aujourd'hui. Le site occupera une surface totale de 83 394 m².

Le site est soumis au PLU de la commune Gennevilliers, en zone UEP correspondant à l'emprise du Port Autonome de Paris à dominante d'activités économiques, en particulier autour des activités portuaires, de la logistique et d'activités industrielles. Le projet se situe dans deux zones : le secteur UEPa (arboretum au nord du site) et UEPd (franges sud).

Le site projeté ne se trouve pas dans les zones d'aléas des PRTT de Gennevilliers.

Le site n'est concerné par aucun périmètre de protection de captage AEP. Le captage le plus proche se trouve à 630 m au sud-est du site.

Le site est en dehors toute zones naturelles spécifiques : ZNIEFF, ZICO, réserves naturelles, Natura 2000, protection biotope.

Le site est également en dehors de tout périmètre lié aux monuments historiques, aux sites classés ou inscrits et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.

3.1.3. Description de l'environnement du projet

La zone du projet est délimitée par :

- au sud, le Chemin des Burons puis l'autoroute A86,
- à l'est, une partie du parking de la CAT en friche qui sera prochainement occupé par une messagerie, puis l'autoroute A15,
- au nord, la route principale du Port puis les darses du Port,
- à l'ouest, des entrepôts logistiques.

L'environnement est donc fortement urbanisé.

Les zones d'habitations les plus proches sont situées à environ 200 m au sud de l'emprise du projet, au-delà de l'autoroute A86. L'Établissement Recevant du Public le plus proche est situé à environ 600 m au sud-ouest du site (collège Guy Moquet à Gennevilliers).

Les environs proches du site ne présentent pas de sensibilité particulière.

3.1.4. Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique et alinéa	AS, A, E, DC, D, NC¹	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement et Seuil du critère correspondant au régime considéré	Volume autorisé²
1510.1	A	Stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.	Un entrepôt comportant 2 niveaux Surface totale de stockage : 59 240 m ² Hauteur de faîtage totale : 18,8 m Quantité maximale de matières combustibles : 50 000 t Nombre de cellules de stockage : 10 (0-1 à 0-5 et 1-1 à 1-5)	Volume de l'entrepôt ≥ 300 000 m ³	556 860 m³
1511.2	E	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature.	Cellules réfrigérées en pignon sur les deux niveaux : 0-1, 0-5, 1-1 et 1-5	Volume susceptible d'être stocké ≥ 50 000 m ³ < 150 000 m ³	125 000 m³

1530.1	A	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public.	Cellules de stockage : 0-1 à 0-5 et 1-1 à 1-5	Volume susceptible d'être stocké > 50 000 m ³	95 000 m³
1532.1	A	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public.	Cellules de stockage : 0-1 à 0-5 et 1-1 à 1-5	Volume susceptible d'être stocké > 50 000 m ³	95 000 m³
2662.1	A	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques).	Cellules de stockage : 0-1 à 0-5 et 1-1 à 1-5	Volume susceptible d'être stocké ≥ 40 000 m ³	95 000 m³
2663.1a	A	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) à l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.	Cellules de stockage : 0-1 à 0-5 et 1-1 à 1-5	Volume susceptible d'être stocké ≥ 45 000 m ³	95 000 m³
2663.2a	A	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), dans les autres cas et pour les pneumatiques.	Cellules de stockage : 0-1 à 0-5 et 1-1 à 1-5	Volume susceptible d'être stocké ≥ 80 000 m ³	95 000 m³
4755.2a	A	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extra neutre rectifié, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 %.	Cellules de stockage : 0-2 à 0-4, 1-2 à 1-4	Volume susceptible d'être stocké ≥ 500 m ³	600 m³
2925	D	Ateliers de charge d'accumulateurs.	Locaux ateliers de charge	puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération > 50 kW	900 kW
4802.2a	DC	Fabrication, emploi, stockage de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la	Groupes froids pour la réfrigération des cellules à température contrôlée.	quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente	600 kg

		couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009. Emploi dans des équipements clos en exploitation : Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg.	Fluide : non inflammable et non toxique.	≥ 300 kg	
2910.A	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.	Moteurs diesels et chaudières dans le local chaufferie dédié.	puissance thermique nominale de l'installation ≤ 2 MW	1,91 MW
4320	NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	Aérosols stockés dans une zone de stockage dédiée.	quantité susceptible d'être présente ≤ 15 t	6 t
4331	NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	Liquides inflammables stockés dans une zone de stockage dédiée.	quantité totale susceptible d'être présente ≤ 50 t	9 t

¹ : AS : autorisation – Servitudes d'utilité publique / A : autorisation / E : enregistrement / DC : déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L512-11 du Code de l'Environnement / NC : installations non classées

² : Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

3.2 ÉTUDE D'IMPACT

3.2.1. Résumé non technique

Le résumé non technique de l'étude d'impact aborde l'ensemble des chapitres de l'étude d'impact et reprend les principales informations.

3.2.2. Analyse de l'état initial du site et de son environnement

Le pétitionnaire présente dans son dossier :

➤ Le **contexte géologique et hydrogéologique** : le pétitionnaire relève notamment la présence d'une nappe alluviale qui présente une vulnérabilité élevée aux pollutions superficielles (nappe proche de la surface), mais une sensibilité moyenne (utilisation industrielle). S'agissant de la qualité des sols et de la nappe, le pétitionnaire indique la présence de polluants (hydrocarbures totaux, BTEX, COHV, HAP, métaux) en lien avec la précédente activité industrielle et précise la démarche engagée par le dernier exploitant pour rendre le site compatible avec l'usage prévu ;

➤ Le **contexte hydrologique** : le pétitionnaire relève la proximité de la Seine, présente les activités et usages, ainsi que les objectifs du SDAGE en ce qui concerne cette masse d'eau ;

➤ La **climatologie** : les données climatologiques ont été recueillies à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle ;

➤ La **qualité de l'air environnant** : Le pétitionnaire présente la qualité de l'air environnant au regard des mesures réalisées par AIR PARIF et de l'indice ATMO ;

➤ Le **bruit** : le pétitionnaire joint un état initial réalisé en décembre 2015 qui indique que les niveaux de bruit ambiant autour du site sont relativement élevés, supérieurs à 60 dB(A) ;

- Les **espaces naturels / Faune et Flore environnants** : le pétitionnaire fait état des données collectées auprès de la DRIEE ; il précise que la parcelle sur laquelle sera aménagée, que le projet ne présente pas d'intérêt particulier et qu'aucune espèce floristique ou faunistique n'y est référencée ;
- Le **patrimoine** : le site n'est inclus dans aucun périmètre de protection de monuments historiques ou de sites ;
- Les **paysages et émissions lumineuses** : le projet est implanté dans la zone du port de Gennevilliers ;
- L'**urbanisation** : le pétitionnaire détaille les zones du PLU concernées, les servitudes d'urbanismes (PPRT, canalisations, dossier départemental des risques majeurs), les zones d'habitation environnantes et les établissements recevant du public ; il précise que l'aire du projet n'est pas concernée par un risque technologique. Il indique que le projet est situé en zone orange du PPRI (zone C), qui ne s'oppose pas à l'implantation d'une ICPE. Le pétitionnaire précise que la cote du rez-de-chaussée retenue sera au-dessus de la cote casier (29,30 m contre 29,25 m) et que les volumes étanches et les remblais situés au-dessous de la cote seront compensés par un volume égal de déblais rendu directement inondable ;
- Les **infrastructures et réseaux** : le site est positionné à proximité des autoroutes A86 et A15, de la route Principale du Port, de la Seine (transport fluvial) et d'axes ferroviaires ;
- Les **installations industrielles** : Le pétitionnaire présente les installations recensées à proximité.

3.2.3. Analyse des impacts du projet sur l'environnement et mesures prévues pour éviter les effets négatifs sur l'environnement

a) Impacts sur l'eau

Le dossier évalue l'impact du projet sur :

- l'alimentation et la consommation d'eau,
- les rejets d'eaux usées et d'eaux pluviales.

Le projet est alimenté en eau potable par le réseau d'eau potable de la commune de Gennevilliers. Le réseau d'alimentation sera équipé d'un dispositif de disconnexion.

L'eau sera utilisée pour deux activités distinctes :

- un usage domestique (sanitaires, arrosages des espaces verts, entretien des locaux),
- un usage de lutte contre l'incendie.

Les consommations en eaux seront faibles.

L'activité envisagée pour le projet générera trois types de rejets :

- les eaux usées domestiques,
- les eaux pluviales,
- les eaux d'incendie.

L'aire du projet sera équipée d'un réseau séparatif pour les eaux usées et les eaux pluviales. Dans la zone d'implantation du futur bâtiment, le réseau communal est unitaire.

Les eaux pluviales du projet seront de 2 types :

- les eaux pluviales de toiture, non susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales des voiries et parking, susceptibles d'être polluées.

Les eaux pluviales sont collectées et dirigées vers un bassin de rétention d'une capacité de 1 600 m³. Les eaux du bassin sont ensuite dirigées vers le réseau du Port pour être ensuite rejetées dans une des darses du port. L'unique point de rejet des eaux pluviales sera situé au nord de la parcelle.

En aval du bassin de rétention, juste avant le raccordement au domaine public, les eaux seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures. Les eaux pluviales en sortie du site seront conformes à l'arrêté du 2 février 1998 et à l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2015 encadrant le réseau de collecte et les rejets d'eaux pluviales du Port de Gennevilliers (notamment, concentration maximale en hydrocarbures de 5mg/l). Le pétitionnaire prévoit une surveillance annuelle des concentrations en sortie de séparateur.

Conformément au schéma départemental d'assainissement 2005-2020, le débit de fuite considéré est de 10 l/s/ha, soit environ 83 l/s. Un système de régulation du débit sera installé pour limiter le débit de fuite à 83 l/s au niveau du séparateur d'hydrocarbures.

En cas d'incendie, les eaux d'extinction seront confinées dans les cours camions sur une hauteur de 20 cm maximum (400 m³ pour une hauteur de 12 cm), ainsi que dans le réseau d'eaux pluviales (586 m³) et dans le bassin de rétention (1600 m³). Le volume global de rétention disponible permettra de répondre au volume évalué grâce au formulaire D9A (2513 m³). Une vanne martelière asservie au sprinkler sera installée en amont immédiat du limiteur de débit, et donc en aval du système de rétention des eaux. Les eaux confinées seront analysées, collectées et éliminées suivant la filière appropriée par un prestataire agréé.

Compte-tenu des rejets et des traitements prévus, le pétitionnaire conclut à un impact faible sur l'eau.

b) Air et odeurs

Quatre types d'émissions atmosphériques sont recensés pour le projet VAILOG HOLDING FRANCE :

- les émissions atmosphériques diffuses dues aux gaz d'échappement des véhicules, aux poussières soulevées par les camions et par les chariots automoteurs ;
- les émissions atmosphériques canalisées dues aux installations connexes : la chaudière gaz et les deux motopompes de l'installation de sprinkler ;
- les émissions d'HFC en cas de dysfonctionnement de l'installation de climatisation des bureaux et des cellules réfrigérées ;
- le dégagement d'hydrogène lors des opérations de charge des batteries des chariots élévateurs.

Compte tenu de l'implantation du projet (à proximité des autoroutes A86 et A15 et dans une zone d'activité au sein du port de Gennevilliers) et étant donné les faibles sources d'émissions atmosphériques potentielles dans le cadre du projet, le dossier conclut que l'impact de ce dernier sur l'air est faible.

En l'absence de source d'odeur significative, l'impact du projet sur les odeurs est négligeable.

c) Le bruit et les vibrations

L'environnement présente une ambiance sonore résiduelle très importante due aux autoroutes et aux activités du port de Gennevilliers.

Les principales sources de bruits et de vibrations du futur entrepôt sont associés à :

- la circulation des véhicules dans l'aire du projet (poids-lourds, véhicules d'enlèvement des déchets et voitures du personnel),
- les motopompes du réseau sprinkler,
- les installations de climatisation,
- la chaudière à gaz.

Le projet emploiera jusqu'à 300 personnes qui travailleront uniquement de jour ou de manière postée (2x8 et/ou 3x8).

Compte-tenu de la zone d'implantation et des mesures de réduction proposées, le dossier conclut que l'impact du bruit et des vibrations du projet est faible et négligeable devant les émissions générées par les équipements localisés dans les environs.

d) Déchets

Compte-tenu de l'absence de process industriel, les activités généreront en majeure partie des déchets non dangereux, à savoir des déchets d'emballages et des déchets verts.

Des déchets industriels dangereux pourront toutefois être générés en très faible quantité (piles batteries, chiffons souillés, boues issues du séparateur d'hydrocarbures, etc.)

Le volume annuel de déchets produits par l'installation est évalué à 800 tonnes. Les déchets feront l'objet d'un tri sélectif et feront l'objet d'un suivi.

Le dossier conclut que la gestion des déchets permettra de garantir des impacts faibles sur l'environnement.

e) Sols et eaux souterraines

Les principales sources de contamination des sols et du sous-sol sont les stockages aériens de produits susceptibles de générer une pollution du sous-sol :

- les cuves associées aux motopompes de l'installation de sprinkler ;
- le stockage de produits réglementés dans les zones dédiées ;
- le stockage des déchets industriels dangereux.

Les produits chimiques et déchets dangereux seront stockés à l'intérieur du bâtiment dans des zones dédiées. Les zones de stockages de produits liquides seront équipées de rétention.

Des produits absorbants et des bacs de rétention souples seront tenus à disposition dans les zones de transit et les zones de stockage en cas de déversement accidentel.

Compte-tenu des mesures prévues, le dossier conclut que le risque d'impact du projet sur les sols et le sous-sol est faible.

f) Transports

Le flux de véhicules prévus est de l'ordre de 150 à 300 poids lourds par jour et 250 véhicules légers. Le projet prévoit également l'utilisation de la voie fluviale. Le cas échéant, la proximité d'un embranchement fer pourra permettre le transport par voie ferrée.

Le dossier conclut que les transports dus aux projets représentent un flux très faible par rapport au trafic des autoroutes A86 et A15 voisines.

g) Énergie

Les sources d'énergie utilisées par le projet seront principalement l'électricité et le gaz naturel, qui couvriront les besoins énergétiques correspondant principalement à l'éclairage, au chauffage et à la climatisation du bâtiment. Par ailleurs, le bâtiment sera conçu afin de limiter les consommations énergétiques, en intégrant des équipements suivant les meilleures techniques disponibles.

Le dossier conclut que l'utilisation de l'énergie a un impact faible.

h) Paysage, Émissions lumineuses et milieu environnant

Le bâtiment a été conçu pour s'intégrer facilement dans le paysage environnant.

Le traitement paysager envisagé permettra d'optimiser l'impact sur le paysage et sur la faune environnante. Les espèces végétales choisies pour le traitement paysager du projet ne modifieront pas l'équilibre floristique. Enfin, les mesures prises pour limiter les émissions lumineuses vers l'extérieur limitent leur impact.

Le dossier conclut que l'impact du projet sur le paysage, les émissions lumineuses et le milieu environnant est faible et maîtrisé.

i) Évaluation des incidences du projet sur les zones NATURA 2000

Le site n'est localisé dans l'aire d'aucun site naturel remarquable, notamment Natura 2000. Le projet s'implante dans un contexte industriel, au sein du port de Gennevilliers.

Le site remarquable le plus proche est localisé à environ 1,3 km à l'est du site. Il s'agit de la zone des « Sites de Seine-Saint-Denis » (FR1112013) qui est une zone Natura 2000 – Directive Oiseaux.

En raison des différentes mesures compensatoires et de la distance au site, le pétitionnaire conclut que le projet n'aura pas d'incidence sur les zones Natura 2000.

j) Santé humaine

Le dossier rappelle les différents types de rejets susceptibles d'être induits par le projet. Il conclut que, compte tenu de la localisation des zones d'habitation les plus proches et des activités envisagées sur le site (logistique), l'impact sur la santé humaine est faible.

k) Travaux

Le dossier évalue les impacts de la phase travaux en termes de bruit, de circulation, de rejets et de déchets. Il détaille les mesures mises en place pour limiter ces impacts.

l) Raisons du choix du projet

Le projet s'inscrit dans le cadre du redéveloppement et de la valorisation du port de Gennevilliers.

m) Mesures prises par le pétitionnaire pour préserver l'environnement du site

Le dossier expose les mesures prévues pour limiter ou supprimer les impacts des installations sur l'environnement, en particulier :

- le stockage des produits dangereux liquides sous rétention ;
- la mise en place d'un bassin de rétention des eaux pluviales et le traitement des eaux pluviales de voiries ;
- le confinement des eaux d'extinction d'incendie.

n) Compatibilité du projet avec les différents plans

Le dossier évalue la compatibilité du projet avec les plans suivants :

- PLU,
- SDAGE et SAGE,
- Plan département et régional d'élimination des déchets,
- plan régional de la qualité de l'air,
- plan de protection de l'atmosphère,
- schéma régional de cohérence écologique.

S'agissant du plan de prévention des risques inondation (PPRI), le projet est situé en partie en zone orange (zone C), qui ne s'oppose pas à l'implantation d'une ICPE, si le règlement du PPRI est respecté. Le dossier comporte une étude relative au PPRI et à l'optimisation des déblais/remblais. Le pétitionnaire prévoit :

- une côte du rez-de-chaussée du bâtiment au-dessus de la côte casier (29,30 m contre 29,25 m) afin de maintenir hors eau les entrées du bâtiment,
- des déblais au niveau des quais de chargement et des voiries de façon à compenser les remblais sous le futur bâtiment.

L'étude présente les volumes d'expansion de la crue disponibles sur le terrain avant et après projet, pour différents niveaux de crue, d'après un outil de modélisation. Il apparaît que, quel que soit le niveau de la crue (entre 28,5 et 29,25 m), le volume d'expansion de la crue est maintenu sur le site dans le cadre du projet VAILOG HOLDING FRANCE.

o) Analyse des effets cumulés

Le dossier précise que selon les informations fournies, trois projets ont fait l'objet d'une étude d'impact et pour lesquels un avis de l'autorité administrative de l'état compétente en matière d'environnement a été rendu public (PEVM, Mazeau et Serre et Andrieu).

Le dossier conclut que les effets cumulés de ces sites et du projet VAILOG HOLDING FRANCE sont faibles.

p) Conditions de remise en état du site

La remise en état du site sera menée de telle sorte que le site puisse être affecté à toute activité autorisée par le règlement du plan local d'urbanisme (usage industriel).

3.3 ÉTUDE DE DANGERS

La recevabilité du dossier s'appuie notamment sur l'analyse critique de l'étude de dangers et l'analyse de l'étude spécifique d'ingénierie incendie de l'entrepôt, fournies conformément à la demande de l'inspection au titre de l'article R.512-7 du code de l'environnement (analyses menées par l'INERIS).

3.3.1. Résumé non technique

Le résumé non technique de l'étude de dangers aborde l'ensemble des chapitres de l'étude de dangers et reprend les principales informations.

3.3.2. Identification et caractérisation des potentiels de dangers

Le pétitionnaire identifie les potentiels dangers présents sur le site, essentiellement liés à la présence des produits ou aux équipements.

Le pétitionnaire recense les potentiels de dangers liés :

- aux produits mis en œuvre : matières combustibles, produits réglementés,
- aux incompatibilités,
- aux équipements et activités : ateliers de charge, chaudières, groupes froids, circulation des poids-lourds et des trains sur le site et de la plate-forme containers,
- aux pertes d'utilité,
- à l'environnement : installations voisines, circulation extérieure, phénomènes naturels tels que la foudre, les séismes, les inondations et les mouvements de terrain.

L'inspection relève que, dans le cadre de l'identification des potentiels de dangers, le pétitionnaire précise qu'aucun toxique ne sera stocké ou mis en œuvre sur le site.

Suite à cette analyse, le pétitionnaire conclut en indiquant les activités qui feront l'objet d'une analyse préliminaire des risques, à savoir :

- le stockage de produits combustibles et des alcools de bouche,
- les installations fonctionnant au gaz,
- les ateliers de charge d'accumulateurs,
- la circulation des véhicules sur le site.

3.3.3. Réduction des potentiels de danger

Le pétitionnaire précise que les quantités de produits présents ont été réduites par rapport au premier projet envisagé (entrepôt sur 3 niveaux).

S'agissant de la perte des utilités, le pétitionnaire indique que :

- les fonctions de sécurité continueraient d'être opérationnelles en cas de perte d'alimentation électrique ;
- la perte d'alimentation en gaz provoquerait l'arrêt de la chaudière sans conséquence sur la sécurité du site ;
- l'installation de sprinkler disposera de sa propre réserve d'eau (au nombre de 2).

Par ailleurs, le dossier apporte des précisions sur les dispositions constructives du bâtiment. Elles sont reprises ci-dessous.

Les parois de l'entrepôt seront localisées à plus de 20 mètres des limites de propriété.

Le pétitionnaire présente les caractéristiques de conception du bâtiment dont certaines ont été modifiées par rapport au projet initial :

- la structure du bâtiment sera R120 (poteaux, poutres et autres éléments de structures) ;
- le plancher haut du niveau 0 composé d'une dalle béton coupe-feu 2 heures ;
- une couverture en bac acier galvanisé isolée avec de la laine minérale, lui conférant un caractère T30/1 ;
- des cantons de désenfumage seront aménagés avec une superficie inférieure à 1600 m² et une longueur inférieure à 60 m ;
- la toiture au niveau 1 sera équipée d'exutoires de fumées sur au moins 2 % de sa surface ;
- au niveau 0, le désenfumage sera assuré par des ouvrants en façade situés sur toute la largeur et de part et d'autre des cellules ; les ouvrants assureront une surface de désenfumage équivalente à au moins 2 % ;
- les murs extérieurs à l'est et à l'ouest et les parois séparatives entre les cellules seront coupe-feu 2 heures. Un dépassement de 1 m sera réalisé au niveau des parois séparatives en toiture. Un retour coupe-feu sera également présent au niveau des parois séparatives sur une largeur de 1 m au niveau des façades nord et sud constituées essentiellement de bardage métallique ; un retour coupe-feu sera également

en façade entre les lanterneaux de désenfumage et le plancher entre les niveaux 0 et 1 , ainsi qu'un soubassement béton sur une hauteur de 4,5 mètres ;

- les murs des locaux techniques et murs de séparation des bureaux et des cellules seront coupe-feu 2h ; les portes d'accès et de secours associées à ces éléments seront également coupe-feu 2h ;
- l'auvent constituant la cour camion au niveau 1 sera structurellement indépendant du bâtiment ; il sera stable au feu 2 heures ; plancher sera coupe-feu 2 heures ;
- aucune mezzanine ou de circulation haute ne sera aménagée dans le bâtiment ;
- aucun escalier intérieur sera aménagé dans les cellules de stockage.

Le pétitionnaire précise que l'indépendance structurelle de l'auvent et ses caractéristiques induisent qu'un incendie sur ou sous l'auvent n'aggraverait pas les conséquences d'un incendie d'une cellule et n'entraverait pas le déclenchement du désenfumage. De plus, les services de secours pourront, quoi qu'il arrive, intervenir au premier étage grâce à la présence de colonnes sèches.

La notice technique du dossier de demande d'autorisation apporte des compléments sur la nature des matériaux des parois au niveau 0 et au niveau 1.

3.3.4. Enseignements tirés du retour d'expérience

Le pétitionnaire présente une analyse des accidents/incidents survenus sur les sites exploités par VAILOG ainsi que dans les installations similaires à l'extérieur du groupe (base ARIA).

Le pétitionnaire précise que les dangers mis en évidence par l'analyse des accidents sont pris en compte dans l'analyse des dérives et des barrières de sécurité appropriées qui seront mises en œuvre.

3.3.5. Analyse préliminaire des risques

L'analyse préliminaire des risques a été menée par un groupe de travail intégrant un consultant directeur HSE et développement durable et un chef de projet du bureau d'études ayant rédigé le dossier de demande d'autorisation.

Dans le cadre de cette analyse, un découpage fonctionnel des installations a été réalisé :

- stockage de matières combustibles ;
- gaz naturel et chaufferie ;
- atelier de charge.

S'agissant des dangers liés à la circulation des poids-lourds, le pétitionnaire précise que c'est l'incendie majorant d'une cellule qui sera analysé, étant donné qu'un incendie de camion pourrait entraîner un incendie de la zone de quai, puis de la zone de stockage.

De plus, le pétitionnaire indique que l'étude de l'incendie de cellules 1510 est majorante par rapport à celles de cellules 1530 et 1532 (PCI des matières combustibles de type 1510 supérieur à celui des produits de type 1530 et 1532).

En ce qui concerne la chaufferie, le pétitionnaire précise que, même si l'installation n'est pas classable au titre de la rubrique 2910 du fait de sa puissance, les dispositions constructives seront conformes à celles prévues par l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910. De plus, des contrôles annuels par des prestataires agréés seront effectués. Aussi, les distances des seuils d'effets liés à la perte de confinement de gaz naturel ne seront pas déterminées par l'étude de dangers.

De la même manière, les distances d'effets liés à la perte de confinement d'hydrogène au niveau des locaux de charge d'accumulateurs ne sont pas calculées car les installations seront conformes à l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2925. Notamment, les charges seront asservies à la ventilation mécanique forcée.

À l'issue de l'analyse préliminaire des risques, le pétitionnaire retient les événements redoutés centraux suivants :

1. Incendie d'une cellule de type 2662 ;
2. incendie d'une cellule de type 1510 ;
3. Incendie d'une cellule de type 1511 ;
4. Incendie d'une cellule de type 4755 ;
5. Incendie de trois cellules adjacentes ;
6. Incendie d'une cellule et de trois cellules adjacentes avec du stockage en masse.

3.3.6. Analyse détaillée des risques

a) Évaluation de l'intensité : Méthodes et modèles utilisés

Une étude relative au désenfumage et au rejet de fumées a été réalisée par la société EFECTIS. Cette étude a pour objectif d'évaluer :

- l'efficacité du désenfumage en façade pour les cellules du rez-de-chaussée ;
- l'impact des rejets de fumée en cas d'incendie vers les autoroutes avoisinantes (A86 et A15) ;
- les conditions d'intervention au niveau de l'auvent formé par la cours camion du premier étage.

Par ailleurs, les effets thermiques d'un incendie ont été évalués à l'aide de FLUMILOG, logiciel développé par l'INERIS pour la modélisation des incendies d'entrepôt. De manière générale, la modélisation tient compte des hypothèses suivantes :

- une cellule d'une surface d'environ 5900m² (122,85 m x 48 m) ;
- des parois séparatives coupe-feu 2 heures et un plancher haut coupe-feu 2 heures ;
- des portes de quai sur les parois Nord et sud au rez-de-chaussée et uniquement sur la paroi Sud au premier étage ;
- une détection incendie avec sprinklage ;
- des stockages en racks ou des en masse ;
- une zone de préparation de 24m au Nord au rez-de-chaussée et au Sud au premier étage ;
- une cible à hauteur de 1,8 m par rapport au sol au rez-de-chaussée et à 1,8 m par rapport au plancher haut à l'étage (12,1 m par rapport au sol).

S'agissant de la hauteur de cible pour un incendie à l'étage, le pétitionnaire a démontré le caractère majorant de considérer une cible présente au niveau supérieur par rapport à une cible présente au niveau du sol.

Par ailleurs, les effets toxiques générés par un incendie d'une cellule 2662 ont été modélisés (scénario majorant).

La cinétique des scénarios est évaluée selon les principes décrits dans l'arrêté du 29 septembre 2005 en ce qui concerne la cinétique des incendies.

La gravité des phénomènes est évaluée selon les recommandations de la fiche n°1 de la circulaire du 10 mai 2010. Les cibles identifiées sont :

- à l'ouest, la rue Léon Hamon puis l'entrepôt exploité par la société Coliposte ;
- au sud, un bâtiment d'activités puis le chemin des Burons et l'autoroute A86 ;
- à l'est, une partie du parking de la CAT en friche qui sera prochainement occupé par une messagerie, puis l'autoroute A15 ;
- au nord, la Route Principale du Port puis les darses du Port de Gennevilliers sur lesquels se trouvent des installations industrielles.

b) Synthèse des résultats des effets

• Effets thermiques

Incendie d'une cellule au niveau 0			Durée de l'incendie (min)	Effets thermiques sortant du site	Effets dominos
Palette	cellule	Stockage			
2662	1 à 5	En rack	156	Aucun	Cellules adjacentes
		En masse	178		
1510	1 à 5	En rack	164	Aucun	Durée de l'incendie supérieure à la résistance des parois coupe-feu
		En masse	167		
1511	1 à 5	En rack	155	Aucun	Durée de l'incendie supérieure à la résistance des parois coupe-feu
		En masse	159		
4755	1 à 4	-	< 89	Aucun	Aucun

Incendie d'une cellule au niveau 1			Durée de l'incendie (min)	Effets thermiques sortant du site	Effets dominos
Palette	cellule	Stockage			
2662	1 à 5	En rack	95	A 1,80 m du sol : aucun effets irréversibles sortant à l'est du site sur 3 m à 12,1 m du sol sur 8 m à 22,1 m du sol	Aucun
		En masse	151	Aucun	Durée de l'incendie supérieure à la résistance des parois coupe-feu
1510	1 à 5	En rack	109	Aucun	Aucun
		En masse	149		Durée de l'incendie supérieure à la résistance des parois coupe-feu
1511	1 à 5	En rack	107	Aucun	Aucun
		En masse	148		Durée de l'incendie supérieure à la résistance des parois coupe-feu
4755	1 à 4	-	< 89	Aucun	Aucun

Incendie de 3 cellules adjacentes au niveau 0		Durée de l'incendie (min)	Effets thermiques sortant du site	Effets dominos
En rack	cellule 1 : 1511 cellule 2 et 3 : 1510	Cellule 1510 : 164 Cellule 1511 : 155	Aucun	Durée de l'incendie supérieure à la résistance des parois coupe-feu
	cellule 1 : 1511 cellule 2 et 3 : 2662	Cellule 2662 : 156 Cellule 1511 : 155	Aucun	Cellule adjacente à la cellule 2662 Durée de l'incendie supérieure à la résistance des parois coupe-feu
	cellules 1, 2, 3 : 1510	164	Aucun	Durée de l'incendie supérieure à la résistance des parois coupe-feu
	cellules 1, 2, 3 : 2662	156	Aucun	Cellules adjacentes
En masse	cellules 1, 2, 3 : 2662	178	Aucun	Aucun

Incendie de 3 cellules adjacentes au niveau 1		Durée de l'incendie (min)	Effets thermiques sortant du site	Effets dominos
En masse	cellules 1, 2, 3 : 2662	147	Aucun	Aucun

La cinétique des effets thermiques est de type rapide.

Il n'y a pas d'effets dominos touchant le local sprinkler et les cuves associées.

L'étude de dangers précise qu'il est possible qu'un incendie au niveau 0 se propage au niveau 1 (les façades nord et sud sont REI 15 min). Néanmoins :

- avant 120 minutes, les effets thermiques attendus seront ceux d'un incendie à l'étage (le plancher, les parois séparatives et les façades est et ouest sont REI 120 minutes),
- après 120 minutes, une grande partie des produits aura brûlé, le plancher et les parois tombent et les éléments enflammés du premier niveau chutent au rez-de-chaussée. Ainsi, les effets thermiques seront équivalents à ceux d'une cellule au rez-de-chaussée.

De la même manière, l'étude de dangers précise que dans le cas d'un incendie de stockage en masse au niveau 1, les effets de l'incendie observés seront uniquement ceux d'une cellule au rez-de-chaussée après 120 minutes.

Il n'y a pas d'effets dominos sortant des limites du site.

S'agissant du scénario « incendie d'une cellule de type 2662 en pignon au niveau 1 » en considérant les effets d'un incendie à mi-hauteur de flamme (soit à 22,1 m par rapport au sol), des effets irréversibles sortent des limites du site, à l'est, jusqu'à une distance de 8 mètres. La détermination de la probabilité d'occurrence a été réalisée en utilisant la formalisation par la méthodologie des nœuds papillons. Le pétitionnaire retient l'hypothèse suivante :

- probabilité d'une source d'ignition et d'un départ de feu dans une cellule : classe B,
- un niveau de confiance de niveau 2 pour la détection automatique d'incendie couplée au système d'extinction automatique (sprinklage selon la norme ESFR muni de 2 réserves d'eau et de deux motopompes).

Le pétitionnaire précise notamment les éléments suivants :

- l'installation de détection incendie sera réalisée suivant les règles en vigueur NF S61-630 et sera mise en œuvre dans un délai de quelques secondes ;
- l'installation d'extinction automatique sera réalisée suivant les référentiels agréés NFPA ou FM GLOBAL ou APSAD et sera mise en œuvre dans un délai inférieur à 5 minutes.

- **Effets toxiques**

Les concentrations équivalentes aux seuils d'effets irréversibles et létaux ne sont pas atteintes au niveau du sol dans le cas d'un incendie d'une cellule 2662 (scénario majorant).

c) Grille de présentation des accidents potentiels

		Probabilité				
		E	D	C	B	A
Gravité	Désastreux					
	catastrophique					
	Important					
	sérieux					
	Modéré				Incendie d'une cellule 2662 au premier étage	

Un phénomène dangereux se positionne sur la grille, en zone de risque faible.

d) Modélisation des fumées et désenfumage

L'étude de dispersion des fumées permet de déterminer les éléments détaillés ci-après.

La configuration au rez-de-chaussée des dispositifs d'évacuation Naturels de fumées et de chaleur (DENFC) est acceptable. Pour améliorer l'évacuation du personnel au rez-de-chaussée, l'étude préconise de doubler la surface d'amenée d'air à ouverture automatique asservie au désenfumage pendant les heures ouvrées. Pour ce faire, elle recommande d'asservir au moins 4 portes de quais (2 au centre de chaque façade) au désenfumage dans chaque cellule du rez-de-chaussée.

Le pétitionnaire précise que les portes de quais pourront qui ne seront pas à ouverture automatique asservie au désenfumage pourront être ouvertes manuellement à l'arrivée des services de secours.

Concernant la phase d'intervention, le désenfumage en façade s'avère moins performant en termes de débit d'extraction. Les conditions restent cependant acceptables et très proches des performances obtenues avec les dispositions réglementaires sur les 20 premières minutes de feu étudiées. Seule une augmentation des surfaces d'extraction en façade pourrait s'avérer efficace pour obtenir des performances équivalentes ou des mesures compensatoires comme un système de détection plus performant ou des moyens d'intervention complémentaires.

Le pétitionnaire rappelle qu'une détection des fumées sera mise en place au rez-de-chaussée.

Les effets des rejets de fumées vers l'autoroute la plus proche, à savoir l'A86 pourraient entraîner des phénomènes équivalents à un brouillard épais (moins de 200 m de visibilité). Les effets des rejets obtenus pour les deux types de rejets (fumées chaudes et froides) et deux conditions de vent (nord-sud / ouest-est) sont cependant relativement faibles sur la circulation de l'autoroute compte-tenu du fait qu'ils sont locaux (sur des distances inférieures à 50 m).

Enfin, les analyses sur les différents scénarios et conditions de vents susceptibles d'enfumer significativement l'auvent conduisent à montrer que, compte-tenu de la configuration de cette zone de livraison, l'intervention des services de secours demeure possible même en cas d'enfumage important.

3.3.7. Moyens d'intervention et de secours

Le pétitionnaire présente les différentes mesures de sécurité prévues sur le site :

- la stratégie de lutte contre l'incendie ;
- les consignes d'intervention et d'évacuation ;
- un plan d'opération interne incluant les voisins présents à l'ouest et à l'est du site (La Poste et la future messagerie) ;
- un système de détection et d'extinction automatique (alarmes sprinkler reportées à une société de télésurveillance, sprinklers de type ESFR pour l'extinction du feu, 2 motopompes diesel et 2 réserves d'eau de volume unitaire égal à 500 m³) ;
- des extincteurs et RIA ;
- 4 colonnes sèches en toiture au niveau des murs coupe-feu ;
- les moyens externes prévus pour les services de secours et modalités d'accès au site.

Les besoins en eau du site ont été évalués sur la base de la règle D9 à 300m³/h. Néanmoins, un débit de 360 m³/h est retenu à la demande de la BSPP. Sept poteaux incendie d'un débit unitaire de 60 m³/h seront installés autour du bâtiment.

Le pétitionnaire évalue enfin les volumes de confinement des eaux nécessaires en cas d'incendie en application de l'instruction technique D9. Le volume est évalué à 2513 m³.

4 AVIS DES SERVICES CONSULTÉS

4.1 AVIS DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ

Par courrier du 20 avril 2016, l'Agence Régionale de Santé (ARS) a fait part de ses observations concernant le dossier de demande d'autorisation en application du décret n° 2011-210 du 24 février 2011 tirant les conséquences de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires dans le code de l'environnement.

Elle analyse les volets suivants :

- la prévention de la qualité des ressources en eau destinée à la consommation humaine ;
- la qualité des sols ;
- la qualité de l'air ;
- la lutte contre le bruit ;
- la phase chantier ;
- l'évaluation des risques sanitaires.

L'ARS conclut que les sources de nuisances ou de pollutions sont clairement identifiées.

4.2 AVIS DE LA DRIEA

Par courrier du 21 avril 2016, la DRIEA indique que le projet, compatible avec le PLU, n'appelle pas d'objection au titre du document d'urbanisme.

4.3 AVIS DE LA BSPP

Par courrier du 8 août 2016, le bureau de la prévention de la brigade des sapeurs pompiers de Paris (BSPP) fait part de son avis sur le dossier de demande d'autorisation déposé par la société VAILOG HOLDING FRANCE.

La BSPP précise que, compte-tenu de la configuration du bâtiment, l'intervention des services de secours pourrait être limitée voire impossible (attaque du feu uniquement depuis l'extérieur, défense des murs coupe-feu séparatifs impossible).

La BSPP émet toutefois un avis favorable à la demande, sous réserve de la réalisation de mesures dont certaines sont reprises ci-dessous :

- 1) La voie « engins » qui permet la circulation des engins de secours des sapeurs-pompiers sur le périmètre de l'entrepôt ne devra pas passer sous l'auvent mais devant ;
- 2) le Port autonome de Paris ne pouvant assurer qu'un débit simultané de 300 m³/h sur le réseau d'eau sous pression, le site devra disposer à la fois de poteaux incendie (4 poteaux incendie d'un débit unitaire de 120 m³/h permettant de couvrir le site) et d'une citerne incendie d'une capacité de 480 m³.
- 3) Dans chacun des escaliers de la cour nord, devra être installée une colonne sèche d'un diamètre nominal de 100 mm et dont le raccordement devra être situé à moins de 60 m d'un appareil incendie ;
- 4) La défense des murs coupe-feu séparatifs ne pourra être assurée que par des dispositifs fixes mis en place par l'exploitant.

5 CONCLUSION

L'avis formulé dans le présent rapport est émis sans préjuger des consultations prévues dans le cadre de la procédure réglementaire, lesquelles sont susceptibles de faire évoluer la perception des différents éléments du dossier.

Au regard des dispositions des articles R. 512-2 à R. 512-9 du code de l'environnement, le contenu des différents éléments fournis par la société VAILOG HOLDING FRANCE paraît, à ce stade d'examen de la demande, en relation avec l'importance de l'installation projetée, avec ses incidences prévisibles sur l'environnement, avec l'importance des dangers de l'installation et de leurs conséquences prévisibles en cas de sinistre, au regard des intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

Le dossier de demande peut être estimé complet et régulier, et communiqué au président du tribunal administratif en application des dispositions de l'article R. 512-14 du code de l'environnement.

Les rubriques 2662, 2663 et 4755 de la nomenclature des ICPE déterminent un rayon d'affichage de 2 km pour l'enquête publique. Cette enquête concerne donc les communes de Gennevilliers (92), Villeneuve-la Garenne (92), Asnières-sur-Seine (92), Colombes (92), Bois-Colombes (92), Épinay-sur-Seine (93), L'Île Saint Denis (93) et Argenteuil (95).

Rédacteur,
L'inspecteur de l'environnement

Vérificateur / Approbateur,
Pour le directeur et par délégation,
Le chef de l'Unité départementale
des Hauts-de-Seine

SIGNE

SIGNE

Claire TRONEL